

Information hebdomadaire 31/88Visite du Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz en Argentine, 3 - 5 août 1988

Le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz (CFD) a effectué une visite officielle en Argentine du 3 au 5 août. CFD a été reçu par le Président de la République R. Alfonsín et par le Vice-Président V. Martínez et a eu des entretiens avec les Ministres des Relations extérieures D. Caputo, de l'Economie J.V. Sourrouille ainsi que des Travaux et Services publics R. Terragno. CFD a par ailleurs présidé les cérémonies du 50e anniversaire de la Chambre de Commerce Suisse en Argentine, relevées par la présence de 4 membres du Gouvernement et de nombreux hauts fonctionnaires argentins, de même que de dirigeants de certaines de nos plus importantes entreprises venus de Suisse pour la circonstance (PGD H. Maucher de Nestlé et P. Sulzer). De son côté, l'Ambassadeur P.-L. Girard a eu des contacts avec les Sous-secrétaires D. Berdou (Echanges commerciaux), J.F. Sommer (Politique économique) et A.M. Oliveri Lopez (Négociations économiques internationales). Il a en outre participé au déjeuner de travail avec les représentants du secteur privé suisse réunis au sein de la Chambre de Commerce.

L'arrivée de CFD à Buenos Aires, au même moment où séjournaient dans la capitale argentine le Secrétaire d'Etat américain G. Schultz, le Ministre allemand de l'Economie M. Bangemann et le Commissaire de la CE aux Affaires extérieures W. de Clercq, a coïncidé avec l'annonce d'un nouveau plan de redressement économique. Les discussions que CFD a eues avec ses interlocuteurs argentins ont été empreintes d'une grande cordialité, reflétant leur appréciation pour le soutien exprimé par la Suisse au processus de consolidation de la démocratie argentine, pour



le rôle joué par notre pays dans les institutions de coopération économique multilatérale et pour la qualité de nos relations bilatérales.

Cette visite, qui s'inscrit dans le prolongement de contacts récemment réactivés au plus haut niveau entre les deux pays, a permis de constater, en relation avec les mesures du 4.8, un changement qualitatif de la politique économique argentine dans le sens d'une première manifestation d'ouverture. Tous les interlocuteurs argentins de CFD, du Chef de l'Etat aux divers membres du Cabinet, ont insisté sur la signification de cette volonté d'insertion dans l'économie mondiale, qui se concrétise par un abaissement sensible des droits de douane, une large élimination des restrictions quantitatives à l'importation et un calendrier d'unification des régimes de taux de change. Cela étant, CFD a aussi dû constater un scepticisme certain de la part tant de la Communauté industrielle et bancaire que des partenaires sociaux argentins, tout particulièrement des syndicats, quant aux chances de réussite du programme (faiblesse du volet budgétaire et de son impact sur l'inflation). En tout état de cause, ce programme constitue la dernière carte du Gouvernement Alfonsín, dont la crédibilité paraît sérieusement entamée et difficilement recouvrable dans la perspective des élections de 1989.

Au plan des relations internationales, CFD a noté un certain désabusement quant aux bénéfices attendus du processus d'intégration entre les pays du cône Sud et en particulier avec le Brésil. En relation avec l'ouverture amorcée de l'économie et des effets limités de la coopération régionale, CFD a pu percevoir une plus grande flexibilité de l'Argentine concernant les négociations de l'Uruguay-Round et les problèmes de l'endettement, sous réserve des contraintes politiques et sociales internes (élections!)

Comme se sont plu à le relever CFD et ses interlocuteurs, les relations bilatérales entre la Suisse et l'Argentine sont bonnes, mais mériteraient d'être dynamisées. En effet, si la présence suisse en Argentine, notamment sous forme d'investissements directs, est considérable, les flux d'échanges sont restés historiquement modestes. CFD et ses hôtes se sont attachés à identifier les moyens de les relancer. En ce qui a trait aux exportations suisses, la nécessité de conclure rapidement l'accord de rééchelonnement de dettes en discussion depuis près d'une année a été soulignée avec insistance en tant que condition préalable à la réactivation de la GRE. En dépend également l'utilisation du crédit-cadre de 100 millions de francs signé en juin 1987 entre un consortium de banques suisses et le Banco Nacional de Desarrollo. Dans ce contexte, CFD a également mis en perspective l'octroi de la Garantie pour une exportation de 120 millions de francs de Sulzer destinée à l'achèvement de l'usine d'eau lourde d'Arroyito, sous réserve d'engagements précis à confirmer du côté argentin. Faisant référence aux besoins de l'Argentine en capitaux extérieurs et à la nécessité d'améliorer sa compétitivité en liaison avec sa stratégie d'ouverture, CFD a plaidé en faveur de la mise en place de conditions-cadre adéquates. Il a notamment été question d'instruments tels qu'un accord bilatéral de promotion et de protection réciproques des investissements, une convention de double imposition et une protection effective de la propriété intellectuelle (pharmaceutiques). Les Argentins ont montré une meilleure réceptivité à ce message que par le passé, lors même que des résultats concrets en la matière se feront sans doute encore attendre. CFD a enfin profité de ses contacts à Buenos Aires pour confirmer l'intérêt de Swissair à une collaboration avec Aerolíneas Argentinas dans le cadre du programme de privatisation du Gouvernement. Le côté argentin a réitéré la priorité accordée aux négociations avec SAS, tout en laissant la porte ouverte à des discussions avec notre compagnie nationale à un stade ultérieur.

En conclusion, cette visite qui s'est déroulée à un moment important pour le Gouvernement Alfonsin a permis de confirmer l'existence de sensibilités et d'affinités communes au niveau des responsables politiques des deux pays, cela en dépit de situations fortement dissemblables. Elle a en outre donné l'occasion, en profitant du 50e anniversaire de la Chambre, de réaffirmer, une fois de plus, la présence suisse en Argentine. Enfin et surtout, ce dialogue doit être placé sous la lumière de la remarquable ouverture démocratique effectuée par le Gouvernement Alfonsin. Celle-ci demeurera son legs fondamental à la vie du pays, même en cas d'échec du redressement de l'économie. Le fait que la Suisse ait été un des premiers partenaires de l'Argentine à reconnaître la portée essentielle de cet acte et à manifester son appui lui vaut aujourd'hui un solide capital d'amitié de la part de l'un des trois principaux pays du subcontinent latino-américain.

C S C E

La Réunion de Vienne s'est ajournée le 5 août pour une durée de 3 semaines et après une session-marathon de 17 semaines. La RFA - et M. Genscher en particulier - aurait souhaité que le marathon se poursuivre sans interruption jusqu'à la réalisation d'un accord final à Vienne, alors que l'Est (Roumanie surtout) a besoin d'une courte pause de réflexion et que la majorité des Occidentaux estime tactiquement inopportun de s'imposer à soi-même la pression du temps.

Cette considération tactique est d'autant plus importante que l'Est traîne les pieds depuis 3 mois (c'est-à-dire depuis la présentation du projet de document final N + N), surtout à propos des contacts humains et de l'information, domaines dans lesquels ils insistent toujours - par rapport au texte N + N - sur une bonne demi-douzaine de clauses échappatoires ou d'amendements sur des questions importantes. La négociation en matière de droits de l'homme (corbeille I) est actuellement plus proche du compromis final. Ceci vaut également pour le mécanisme de "follow-up" sur la dimension humaine. La Suisse a offert sa disponibilité pour abriter l'une des 3 phases de la Conférence sur la dimension humaine, ou cas où l'idée de la tenir à Moscou ne serait pas retenue.

Volet militaire: les 23 pays membres d'alliances ont presque achevé leur négociation sur un mandat pour des futurs pourparlers sur les armes conventionnelles, à l'exception d'une formule de compromis qui reste à trouver à propos des armes à capacité multiple (y compris nucléaire, soit artillerie et aviation tactique), ainsi que de la définition de la zone d'application dans la région frontalière soviéto-turque. La question de la relation future entre les 23 et les 35 de la CSCE reste aussi à négocier dans sa formulation exacte. Le principe de l'autonomie des 23 dans le cadre du processus de la CSCE est acquis, mais certains

membres de l'OTAN - USA en tête - estiment que le texte N + N prévoit un lien institutionnel qui ne respecte pas suffisamment cette autonomie. En revanche, il ne devrait pas y avoir de difficulté à se mettre d'accord sur un lien d'information permettant aux non-23 de faire connaître périodiquement et prendre en considération leurs vues sur les travaux des 23 en relation avec leurs propres intérêts de sécurité.

Enfin, la Réunion de Vienne devra encore compléter le calendrier des activités de "follow-up" et décider où elles se dérouleront (une dizaine d'endroits devront être trouvés). Avec les tâches qui lui restent à accomplir, le seul mois de septembre semble un peu court pour la conclusion de la négociation.

Betrügerischer Wertpapierhandel von Firmen mit Schweizer Adresse
Schlag der Genfer Staatsanwaltschaft

Seit längerer Zeit und immer stärker hatte sich Finanz- und Wirtschaftsdienst (FWD) in Zusammenarbeit mit zahlreichen Vertretungen mit Fällen zu befassen, in denen ausländische Investoren von Firmen mit Schweizer Adresse in betrügerischer Weise dazu verleitet wurden, wertlose oder inexistente Wertpapiere zu kaufen. Nachdem in diesem Zusammenhang verschiedenste Mittel geprüft worden waren, um besagte Praktiken zu unterbinden und die Interessen und den guten Ruf der Schweiz zu wahren, schlug der FWD den involvierten Vertretungen vor, den betroffenen Investoren zu raten, in der Schweiz Strafanzeige zu erstatten, wobei bis anhin keine günstigen Präzedenzfälle vorlagen. Auf diesem Weg gelang es, über die Vertretung in Abu Dhabi eine erste Welle von Strafanzeigen gegen die am meisten betroffenen Firmen Kettler Investment, Equity Management Services und Falcontrust Financial zu zentrieren. Die derart sensibilisierten Genfer Untersuchungsbehörden luden darauf den FWD ein, nähere Angaben über die schweizerische Interessenlage zu geben und ihnen Unterlagen zur besseren Lokalisierung dieser Firma zu liefern. Auch wurden sie über bestehende multilaterale Kontakte unter Finanzmarktüberwachern informiert.

Gestützt auf das so zusammengetragene Material gelang der Genfer Staatsanwaltschaft Ende Juli ein beachtenswerter Schlag: Mehrere Personen wurden in der Schweiz, weitere in Zusammenarbeit mit Interpol im Ausland verhaftet. Gegenwärtig laufen Ermittlungen in verschiedenen Kantonen sowie in Frankreich, Luxemburg, Liechtenstein, Spanien, Deutschland, Griechenland, Holland und den USA. Eine Ausweitung auf andere Länder ist zu erwarten. Wie wir soeben erfahren, haben die Basler Justizbehörden am 4. August 1988 drei Firmen mit Adressen in Basel ausgehoben. Die betroffenen Vertretungen werden vom FWD sobald wie möglich über die neuesten Entwicklungen und die zu unternehmenden Schritte informiert.

BRUNNER.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
 Presse- und Informationsdienst
 i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Bern, den 8.8.1988

TELEGRAMM (CH) DP 21/88

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|-----------------|----------------|------------------|
| - Accra | - Helsinki | - Rabat |
| - Addis Abeba | - Houston | - Riad |
| - Alger | - Islamabad | - Rio de Janeiro |
| (- Amman) | - Istanbul | - Rom |
| - Ankara | - Jakarta | - San Francisco |
| - Athènes | - Johannesburg | - San José |
| - Bagdad | - Kairo | - Santiago |
| - Bangkok | - Kinshasa | - Sao Paulo |
| - Barcelona | - Lagos | - Seoul |
| - Beirut | - Lima | - Stockholm |
| - Berlin Ost | - Lissabon | - Teheran |
| - Berlin West | - London | - Tel-Aviv |
| - Bombay | - Los Angeles | - Tokio |
| - Bonn | - Luxemburg | - Washington |
| - Brasilia | - Madrid | - Wien |
| - Brüssel (2) | - Marseille | |
| - Budapest | - Mexiko | |
| - Buenos Aires | - Montreal | |
| - Bukarest | - Moskau | |
| - Canberra | - Nairobi | |
| - Caracas | - New Delhi | |
| - Chicago | - New York (2) | |
| - Colombo | - Ottawa | |
| - Dar es Salaam | - Oslo | |
| - Den Haag | - Paris (3) | |
| - Djeddah | - Peking | |
| - Dublin | - Prag | |
| - Guatemala | - Pretoria | |
| - Havanna | | |

b) per Kurier:

Abidjan		
Abu Dhabi		
Addis Abeba		
Akkra		
Alger		
Amman		
Amsterdam		
Ankara		
Antananarive		
Asuncion		
Athen		
Atlanta		
Bagdad		
Bangkok		
Barcelona		
Beijing		
Beirut		
Belgrad		
Berlin/BRD		
Berlin/DDR		
Bogota		
Bombay		
Bonn		
Bordeaux		
Brasilia		
Brüssel+Mission		
Budapest		
Buenos Aires		
Bukarest		
Canberra		
Caracas		
Chicago		
Colombo		
Conakry		
Dakar		
Damaskus		
Dar es Salaam		
Den Haag		
Dhaka		
Djeddah		
Dublin		
Düsseldorf		
Frankfurt a/Main		
Genua		
Guatemala		
	Hamburg	
	Hanoi	
	Harare	
	Havanna	
	Helsinki	
	Hong Kong	
	Houston	
	Islamabad	
	Istanbul	
	Jakarta	
	Johannesburg	
	Kairo	
	Karachi	
	Khartoum	
	Kigali	
	Kinshasa	
	Kopenhagen	
	Kuala Lumpur	
	Kuwait	
	Lagos	
	La Paz	
	Lima	
	Lissabon	
	London	
	Los Angeles	
	Luanda	
	Luxembourg	
	Lyon	
	Madrid	
	Mailand	
	Manchester	
	Manila	
	Maputo	
	Marseille	
	Melbourne	
	Mexiko	
	Montreal	
	Monrovia	
	Montevideo	
	Moskau	
	München	
	Nairobi	
	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	
	Panama	
	Panmunjom	
	Paris (3)	
	Prag	
	Pretoria	
	Quito	
	Rabat	
	Rio de Janeiro	
	Rom	
	San Francisco	
	San José	
	Santiago de Chile	
	Sao Paulo	
	Singapur	
	Sofia	
	Stockholm	
	Strassburg+Europarat	
	Stuttgart	
	Seoul	
	Sydney	
	Teheran + Fremde Interessen	
	Tel-Aviv	
	Tokio	
	Toronto	
	Tripolis	
	Tunis	
	Vancouver	
	Warschau	
	Washington	
	Wellington	
	Wien	
	Yaoundé	
	Zagreb	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste

Referenzen und Initialen _____

Adresse für Telegramm Dienst _____

p.B.58.06.4 - BRE/RV/RJ

Ordnung _____

Priorität _____

Facture _____

Text arg. _____

RI _____

Assender _____

Security _____

X

X

Secrétariat pol.

1

UF _____

Verf. _____

Nom. _____

Dirig. _____

Flasch. _____

Empfangsprotokoll _____

Empfangsprotokoll _____

Empfangsprotokoll _____

Empfangsprotokoll _____

Empfangsprotokoll _____

Empfangsprotokoll _____

wochentx _____

directives politiques hebdomadaires no 21/88 du 8.8.88

Entretiens à quatre (USA, Afrique du Sud, Angola, Cuba) sur l'Angola et la Namibie à Genève

On assiste à l'heure actuelle à des tentatives sérieuses qui procèdent également de la détente entre Washington et Moscou de résoudre ou au moins d'entamer des négociations pour la solution de certaines crises internationales (Cambodge, Afghanistan, Chypre, Iran/Irak).

En ce qui concerne le problème de l'Angola/Namibie, nous avons pu assister de près aux efforts américains pour amener les principaux protagonistes de la région à s'entendre sur un processus menant à la paix et à la tranquillité dans la région. Sur la base des entretiens que nous avons pu avoir avec les principaux délégués et surtout avec le médiateur américain, Chester Crocker, nous vous livrons ci-dessous, dans un style télégraphique, quelques conclusions après ce round d'entretiens à Genève.

1. Le principe d'un cessez-le-feu a été acquis à Genève et pourrait vraisemblablement être annoncé ces prochains heures dans toutes les capitales intéressées.

Date: 8.8.1988

Visum: _____

Page: 30.41

Referenzen und Initialen					Adresse (nur Telegramm-Dritte)	
Orthograph.	Enricht.	Facture	Text erg.	P.L.	Abwender	Seite Nr.
						2
Je	Nach	Norm	Ding	Flasch		
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	

2. Angolais, Cubains et Sud-Africains se rencontreront secrètement ces prochains jours à la frontière entre la Namibie et l'Angola pour mettre au point certains détails logistiques.
3. Le prochain round de négociations officielles aura lieu avant la fin du mois dans un lieu qui reste à déterminer.
4. Un protocole a été adopté à Genève qui reste secret, qui porte sur le désengagement des troupes cubaines d'Angola, lié à la mise en place de la résolution 435 sur la Namibie. Si toutes les capitales sont d'accord, le désengagement cubain d'Angola devra encore faire l'objet d'une résolution du Conseil de sécurité qui fera pendant à la résolution 435 et qui sera soumis à contrôle et vérification.
5. Des dispositions secrètes sont également prévues dans ce protocole sur la cessation de l'aide, respectivement à l'UNITA et à la SWAPO.

Commentaires :

Une fois de plus, on remarque qu'il n'existe que deux entités sur le plan international qui peuvent faire avancer les choses dans les conflits régionaux, ce sont les Etats-Unis appuyés par l'URSS (Angola/Namibie), ou l'URSS appuyé par les Etats-Unis (Afghanistan) et les Nations Unies (Iran/Irak, Chypre). L'absence

Datum _____

Te. intern. _____

Referenzen und Initialen

Adresse für Telegramm Dienst

Chiffrierung

Priorität

Facture

Text etc

Fi.

Abender

Signatur

3

Ja Nein

Norm. Ding. Brief

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

de l'Europe a été une fois de plus soulignée à Genève par tous les participants. La contribution, plutôt négative des 12, consistait, selon mon interlocuteur soviétique, à mettre en doute la sincérité des Sud-Africains dans cette négociation. Interrogé à ce sujet tant par les Américains que par les Soviétiques, soussigné a répondu qu'une fois à la table de négociations, celui qui la quitte prend sur lui des risques très grands et que dans ces conditions, il faut partir de l'idée que tous les participants à ces négociations y sont venus de bonne foi et avec l'espoir de mettre un terme à une situation qui ne peut trouver une solution par les armes.

Participants ont remercié la Suisse de l'organisation de la Conférence ainsi que de sa contribution matérielle et parfois intellectuelle à certaines étapes des entretiens. Brunner

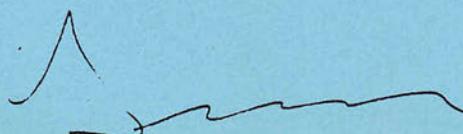
////

Copie à BRF/BRE/RV

NNNN

Datum

Requiert



Bern, den 8.8.1988

1.A.22.14.7.3. - CB/BMO

Interne VerteilerlisteBetrifft: DP 21/88 + IH 31/88

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiter	Frau HanseImann	
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Barras	BF
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Faivet	LA FB
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti	SIN PGF
Dienst Frankophonie	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim Minister Erard Minister Gyger	MF ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRP
Personalsektion	Hr. Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Bill	BH
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Högger	GI HL
Informationsdienst	Hr. Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Frau Schelling R.	SGR
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke